

Réflexions sur vingt ans de recherche en éducation dans l'enseignement agricole. [octobre 1988]

Rédigé par Michel Boulet Publié dans [#Approches théoriques](#)

Communication présentée au Colloque de l'Université de Caen « Sciences de l'Éducation : Sciences Majeures » organisé à l'occasion des 21 ans des Sciences de l'Éducation. Michel Boulet et Marie-Claire Dauvisis.

Au sein des divers établissements d'enseignement et de recherche du ministère de l'Agriculture, des travaux de recherche en éducation sont conduits depuis de nombreuses années. Mais cette recherche est demeurée longtemps peu développée, et il y a quelques années le rapport Carraz la qualifiait d'« anémique, éparse et d'un intérêt fort inégal ». Cette communication ne cherche pas à tracer le panorama complet de cette recherche, mais à proposer des éléments de réflexion, s'appuyant principalement sur l'expérience de l'Institut National de Recherches et d'Applications Pédagogiques (INRAP) auxquels appartiennent ses auteurs.

1. Un système en évolution

Dans le système éducatif français, l'enseignement technique agricole constitue un sous-ensemble particulier, puisque depuis sa création, en 1848, il est placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture. Avec environ 135.500 élèves en 1987-88, ses effectifs représentent 10 % de ceux de l'enseignement technique. Scolarisés dans un millier d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire, jeunes gens et jeunes filles suivent des formations de la 4^e au BTS, débouchant sur les métiers de la production agricole, de l'agro-industrie, du commerce et des services, mais aussi du tourisme ou de l'aménagement de l'espace rural.

Les établissements sont de statut public (41% des élèves) ou privé (59%, soit 35% pour l'enseignement catholique et 24% pour les Maisons Familiales). L'enseignement supérieur regroupe 8.500 étudiants (dont 28,5% dans le privé) préparant divers diplômes d'ingénieur, et la formation continue s'adresse annuellement à 150.000 stagiaires, du niveau V au niveau ingénieur.

Modernisé et développé en application de la loi du 2 août 1960, l'enseignement agricole connaît une nouvelle et importante réforme après l'adoption, sans aucun vote négatif, des lois du 9 juillet et du 31 décembre 1984. Ces textes ont institué le service public d'éducation et de formation agricole, assuré par les établissements publics et, par contrat, par les établissements privés ; ils ont en outre impulsé une rénovation globale de l'enseignement agricole.

2. Le contexte de la recherche en éducation

> Quelques repères

Au début des années 1960, les recherches sont conduites essentiellement dans l'Enseignement supérieur agronomique et au sein du département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut national de la Recherche agronomique (INRA). Il convient de citer en particulier les travaux du professeur Louis MALASSIS sur les investissements intellectuels (MALASSIS 1963), puis sur la planification de l'enseignement agricole (MALASSIS 1966) réalisés pour le compte de l'OCDE.

Des collaborations s'établissent entre l'INRA et des équipes de recherche extérieures, c'est le cas de Claude GRIGNON qui réalise sous la direction de Pierre BOURDIEU des travaux sur l'enseignement technique (GRIGNON 1965 - 1970), sur l'enseignement en milieu rural (GRIGNON 1968) et enfin sur l'enseignement agricole (GRIGNON 1975).

A partir des années 1966-68, la situation change avec l'apparition d'institutions nouvelles ayant vocation à réaliser des recherches en éducation. C'est, en 1966, la création de la Chaire d'Éducation des Adultes à l'École nationale supérieure des Sciences agronomiques appliquées (ENSSAA), puis, quelques mois plus tard, de la Chaire de Pédagogie dans ce même établissement qui assure la formation d'enseignants techniques et scientifiques (Ingénieurs d'agronomie et professeurs certifiés) pour l'enseignement agricole. En 1968 deux nouveaux établissements ouvrent leurs portes : l'Institut national de Promotion supérieure agricole (INPSA) dont le département « Éducation Permanente » a une mission de recherche ; l'Institut national de Recherches et d'Applications pédagogiques (INRAP) dont les missions sont de rechercher les méthodes pédagogiques propres à développer et à améliorer l'enseignement agricole, de permettre l'adaptation des programmes, de participer à la formation pédagogique des enseignants. Ces établissements sont implantés à Dijon et deviennent le pôle principal de la recherche en éducation au sein du ministère de l'Agriculture.

Cependant les équipes peu nombreuses, aux effectifs d'enseignants-chercheurs limités, disposent de moyens de recherche réduits et consacrent une part importante de leurs activités à la formation des formateurs. Leurs recherches dans le domaine de l'éducation et de la formation sont réalisées en collaboration avec des chercheurs de l'INRA (BARTHES et CHAIX 1973), du CNRS (JACOBI, ORIVEL et al. 1978), ou dans le cadre de formations doctorales universitaires (BOULET 1975 - 1979 ; COUDRAY 1975).

A l'INRA des recherches sur la scolarité des enfants d'agriculteurs sont réalisées en Bretagne par le laboratoire d'économie et sociologie rurales de Rennes (DAUCE, JEGOUZO et LAMBERT 1972 ; JEGOUZO 1972 ; JEGOUZO et BRANGEON 1976).

L'INRAP développe progressivement ses activités, et s'engage dans des travaux d'expérimentation pédagogique et de recherche-action notamment après 1975 (cf. bibliographie).

Au cours des années 70, le ministère de l'Agriculture fait réaliser diverses études sur l'appareil de formation agricole. Elles sont confiées soit à des équipes de l'enseignement supérieur, soit à des experts ou institutions extérieurs. La qualité de ces travaux est inégale, et leur diffusion est le plus souvent confidentielle. Les responsables ministériels ont besoin de ces études pour préparer leurs décisions, mais ils n'ont guère le souci de favoriser des recherches sur un secteur de l'appareil éducatif pour lequel ne sont même pas collectées les informations de base permettant de disposer de données statistiques complètes et fiables.

Il convient de noter que des recherches sur l'enseignement agricole seront réalisées au sein des universités (BONNIEL 1972 ; LADEUX 1977 ; CARDI 1979 ; CANIOU 1981). Ces travaux sont peu connus au sein des établissements du ministère de l'Agriculture car insuffisamment diffusés. L'enseignement agricole catholique et les Maisons Familiales favorisent la réalisation de divers travaux de recherche, y compris dans un cadre universitaire, un premier recensement en a été réalisé en 1984 (INRAP-CNRS 1985).

C'est au début des années 80, au moment où s'élaborent des projets de réforme de la politique de développement agricole et de rénovation de l'enseignement agricole, qu'une impulsion nouvelle est donnée à la recherche en éducation et formation. La nécessité de mieux maîtriser les évolutions conduit l'Administration à collecter les données sur le fonctionnement du système de formation au plan local comme au plan national. Pourtant, le Ministère ne crée pas un véritable « observatoire de l'enseignement agricole » permettant d'assurer des fonctions d'évaluation et de prospective (BOULET 1983).

Afin de faire un bilan des recherches conduites sur l'enseignement agricole et de repérer les terrains non défrichés, le Directeur général de l'Enseignement et de la Recherche, Michel GERVAIS, lui-même chercheur à l'INRA, décide d'organiser un colloque national sur le thème « Enseignements agricoles et formation des ruraux ». Préparé durant plus d'un an par plusieurs équipes regroupant chercheurs, enseignants du public et du privé et membres de la profession agricole, sous la responsabilité de Bertrand HERVIEU, chercheur au CNRS détaché au ministère de l'Agriculture, le colloque se tient à Paris en janvier 1985.

Il réunit durant trois jours un millier de personnes qui se répartissent en divers ateliers pour débattre autour de près de deux cents communications (Ministère de l'Agriculture - DGER 1985 a - 1985 b). Ce résultat dont l'ampleur surprend les organisateurs eux-mêmes, met en évidence l'intérêt des différents partenaires pour un développement des recherches sur ce secteur. La diffusion de certaines communications dans des revues scientifiques constitue un appel au développement des recherches.

La même année, le Ministre de l'Agriculture confie au directeur de l'INRAP la mission de constituer un réseau entre les équipes de recherche en éducation présentes dans l'enseignement agricole et de développer les échanges entre les équipes homologues de l'INRP, des Universités, du CNRS et de centres de recherche étrangers.

L'année 1988 paraît constituer le début d'une nouvelle étape avec d'une part l'inscription pour la première fois dans l'enveloppe « Recherche » du ministère de l'Agriculture de crédits pour la recherche en éducation, d'autre part la mise en place de conseils scientifiques dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

> Des relations importantes

La recherche en éducation dans l'enseignement agricole est marquée par la proximité de deux types de partenaires, les praticiens et les décideurs.

Les équipes réalisant les recherches participent également, de manière plus ou moins importante, à la formation initiale et continue des personnels. La politique suivie en matière de formation continue depuis plusieurs années fait que toutes les catégories de personnel sont concernées, même si les enseignants sont largement majoritaires parmi les stagiaires. Un bilan fait en 1985 (DAUVISIS M.C., RAISKY C. 1985) a montré que sur une période de six ans

plus de 60 % du personnel avait été touché, et depuis les actions de formation continue se sont encore développées.

Cette importance de la formation des formateurs a deux conséquences pour la recherche :

- d'une part, les interrogations fortes et convergentes qui émergent lors des stages de formation deviennent questions pour la recherche, et les stagiaires, mis en position de réflexion sur leurs pratiques, sollicitent l'intervention des chercheurs auxquels ils sont éventuellement prêts à s'associer ;

- d'autre part, les acquis de la recherche sont diffusés rapidement par l'intermédiaire de la formation et ont ainsi plus de chance d'influencer les pratiques.

La démarche de la Recherche-action, fréquemment utilisée, articule d'ailleurs de façon étroite recherche et formation.

Les dimensions restreintes de l'enseignement agricole font également que les décideurs, administratifs ou politiques, ne sont jamais très éloignés des chercheurs. Ainsi ceux-ci peuvent-ils espérer voir les résultats de leurs travaux pris en compte dans les réformes et rénovations. C'est, sans aucun doute, un facteur important de motivation pour les divers acteurs de la recherche. Il est également aisé d'obtenir des décisions réglementaires permettant de réaliser des expériences pédagogiques ayant pour objet une modification des curricula ou des conditions de délivrance des diplômes.

Réciproquement, la proximité des décideurs permet à ceux-ci d'intervenir plus directement dans la définition des thèmes de recherche, en particulier par le biais du financement des travaux. L'inexistence de conseils scientifiques et de procédures d'évaluation facilitaient jusqu'à présent ce type de démarche, ne créant pas toujours les conditions de l'indispensable autonomie scientifique.

3. Tendances et axes prioritaires de la recherche

Enseignement professionnel, l'enseignement agricole ne peut être étudié sans référence aux secteurs professionnels auxquels il prépare. Il ne sera pas traité ici des travaux concernant le secteur productif agricole et agro-industriel, mais il convient de rappeler qu'on ne peut couper les recherches sur l'enseignement agricole des recherches sur l'évolution de l'agriculture, de ses techniques, de ses systèmes de production, ni des recherches sur l'évolution de l'agro-industrie ou du milieu rural. (INRAP-CNRS 1985).

3.1. Influence du modèle agricole dominant

Les organisations professionnelles agricoles jouent un rôle important dans la définition de la politique de développement de l'agriculture et dans le choix du type d'agriculteur qu'il convient de former. Elles demandent à l'enseignement agricole d'assurer de façon privilégiée la formation de chefs d'exploitation familiale, utilisant des techniques modernes et acteurs de l'évolution de leur milieu.

Cette pression des organisations agricoles a également porté sur la recherche, influençant ses orientations en insistant sur l'articulation formation/profession. Ceci se reflète dans les

grandes tendances des travaux réalisés depuis vingt ans qui peuvent être présentés selon trois axes de recherche.

> Définition des qualifications spécifiques du métier de chef d'exploitation et analyse de leurs évolutions.

Les recherches s'attachent à l'étude du système « exploitation-famille » et aux fonctions sociales de l'agriculteur dans un milieu rural en pleine transformation. L'objectif est de comprendre le mouvement d'élévation du niveau des qualifications, d'en saisir les composantes et de repérer la diversité des modèles d'organisation de ces qualifications.

> Elaboration de curricula fondés sur le repérage d'axes de qualification et de capacités-clés.

Il s'agit de prendre en compte la diversité des secteurs de production et des réalités régionales, et d'intégrer les modifications des outils et techniques (biotechnologies, nouvelles technologies de l'information et de la communication,...). Si les travaux d'élaboration de curricula ont été le plus souvent axés sur l'« exploitant agricole type », ils ne s'y limitent pas et les méthodologies ainsi élaborées commencent à être utilisées pour d'autres secteurs.

> Analyse de l'évolution du système de formation (institutions, acteurs, publics, filières).

Cet axe est demeuré au second plan durant de nombreuses années, car ne correspondant pas à la demande du Ministère ou des organisations agricoles. Les travaux réalisés l'ont été le plus souvent à l'initiative des chercheurs. Depuis quelques années les recherches se multiplient dans ce domaine.

3.2. Tentative d'inventaire des recherches.

La typologie retenue par cet inventaire est issue de l'analyse des travaux conduits à l'INRAP (MEAILLE M. 1985), mais recoupe également celle retenue par le rapport CARRAZ.

> La didactique des disciplines

Ces recherches concernent les disciplines générales et scientifiques mais également les disciplines techniques, et sont conduites en liaison avec des équipes universitaires. Il s'agit en particulier de travaux sur la didactique du français, des mathématiques, de l'économie, de la biologie, de la chimie, de l'agronomie et de la zootechnie.

Elles se centrent sur l'étude des représentations, l'analyse d'erreurs, la confrontation des savoirs scientifiques avec les « savoirs professionnels », les modes d'accès au savoir. Elles s'intéressent à la construction de situations didactiques aptes à créer les conditions du conflit cognitif et de l'apprentissage.

Ces recherches correspondent non seulement à l'origine et à l'identification disciplinaire de la majorité des enseignants-chercheurs concernés, mais également à la préoccupation première des praticiens dont la formation initiale est spécifiquement axée sur les contenus disciplinaires. Même si l'interdisciplinarité est une pratique largement répandue dans l'enseignement agricole, il reste fondamental de repérer, du point de vue didactique, la contribution de chaque discipline.

› Les auxiliaires pédagogiques et leur utilisation.

Dans ce domaine on peut repérer :

- * des recherches concernant l'audio-visuel, en particulier la réalisation et l'évaluation de productions d'élèves, et l'utilisation de la sémiologie pour l'apprentissage de la lecture de l'image;
- * des recherches sur l'utilisation de documents écrits ou audio-visuel en CDI dans les procédures d'auto-formation ;
- * des recherches sur l'utilisation pédagogique de l'informatique, notamment en matière de soutien à des élèves en difficulté, ainsi que sur les transformations des pratiques éducatives par l'introduction des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ces recherches ne sont certes pas spécifiques à l'enseignement agricole, mais leur développement est lié à l'utilisation assez généralisée d'auxiliaires pédagogiques dans les établissements.

> Les aspects interdisciplinaires de la formation.

La formation est orientée par l'apprentissage à la résolution de problèmes, souvent techniques ou professionnels, et à la prise de décisions raisonnées. La recherche s'applique alors à déterminer les conditions favorables pour une telle formation portant essentiellement sur l'atteinte d'objectifs de transfert, et pour leur évaluation.

Parmi les travaux correspondant à cette orientation on peut citer les recherches sur :

- > l'étude du milieu et l'éducation à l'environnement ;
- > les conditions de mise en œuvre d'une démarche interdisciplinaire, notamment sur le choix des thèmes ou la gestion du temps ;
- l'utilisation pédagogique des stages en entreprise et de l'exploitation agricole annexée à l'établissement ;
- > l'élaboration d'épreuves d'évaluation centrées sur des objectifs d'intégration : épreuves de synthèse sur documents, soutenance de projets individuels ;
- la formulation d'objectifs de formation à partir de l'analyse du métier, ou l'élaboration de fiches descriptives d'activités, de référentiels professionnels, en relation avec la définition des qualifications professionnelles.

> L'organisation, la mise en œuvre et l'évaluation de curricula.

Il s'agit notamment de recherches portant sur :

- > la définition de formations modulaires centrées sur des objectifs de formation définis nationalement, et permettant des adaptations régionales ;

~ les formations organisées par unités de contrôle capitalisables et la définition de référentiels de diplômes permettant une validation partielle des acquis ;

-> l'élaboration de nouvelles modalités de délivrance des diplômes cohérentes avec les objectifs de formation ;

-> l'architecture générale des formations permettant de véritables parcours de formation ;

Ces recherches ont été réalisées, jusqu'à ce jour, sous la forme de recherches-actions associant des établissements volontaires, et dans le cadre de textes réglementaires garantissant le caractère expérimental des formations et permettant de modifier les conditions de délivrance des diplômes. La proximité des décideurs est, en l'occurrence, particulièrement favorable pour la promulgation d'arrêtés dérogatoires. Mais les acquis de ces recherches ont parfois été à la base de rénovations sans que toutes les conditions de leur généralisation soient perçues et prises en compte.

> Le fonctionnement des établissements.

Les établissements d'enseignement agricole sont des lieux de vie, la majorité des élèves étant internes, et ils s'inscrivent dans la dynamique de développement du milieu régional. Ces caractéristiques marquent les travaux de recherche qui n'isolent pas l'établissement de son environnement et ne dissocient pas les activités d'enseignement des fonctions éducatives. Les recherches concernent :

- les problèmes de « vie scolaire » en internat et la gestion des associations d'élèves ;

- les rôles et les relations des différentes catégories de personnel de l'établissement, ainsi que leurs liens avec les partenaires extérieurs ;

- l'évolution de la conception de l'établissement d'enseignement : le centre de ressources ;

- l'aménagement de l'espace scolaire dans la perspective de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un projet d'établissement ;

- l'audit de formation et l'auto-évaluation des établissements.

> L'évolution du système de formation agricole.

Diverses recherches ont été et sont conduites dans ce domaine, souvent en collaboration avec des équipes extérieures à l'enseignement agricole. Elles font appel à diverses sciences sociales, histoire, sociologie, ethnologie pour traiter des questions telles que :

- genèse et évolution de l'enseignement agricole ;

- modifications du service public d'éducation agricole ;

- les systèmes de diffusion des savoirs dans le secteur agricole, le rôle de l'État et des organisations professionnelles ;

- les systèmes de formations et les alternances entre lieux d'acquisition des savoirs ;

- l'articulation entre formation et modèles de développement agricole ;
- le rôle des mouvements d'éducation populaire en milieu rural.

3.3. Nouvelles questions.

L'enseignement agricole, comme les autres secteurs de formation, est face à des questions nouvelles issues de l'évolution de la société et des demandes adressées à l'enseignement.

Ainsi convient-il de s'intéresser à la relation emploi-formation, en ne restant pas centré sur le métier d'agriculteur, mais en abordant les divers champs professionnels auxquels prépare l'enseignement agricole. Le modèle développé pour la formation initiale des chefs d'exploitation agricole peut-il permettre d'élaborer des modèles pour d'autres métiers ? Quels sont les lieux de formation permettant d'acquérir les savoirs souhaités ?

La rénovation de l'enseignement agricole met aussi en évidence l'importance du rôle des personnels et des chefs d'établissement. Comment rendre plus performante leur formation initiale et continue ? Comment définir les qualifications professionnelles de l'enseignant en l'an 2000 ? Comment mieux maîtriser les conditions de la rénovation des formations ?

Ce sont des questions diverses qui se posent actuellement avec force et qui devraient se traduire dans des projets de recherche. Les demandeurs, partenaires professionnels, enseignants ou décideurs, souhaitent des réponses rapides, mais le potentiel de recherche est limité et il est en plus souvent mis à contribution pour l'accompagnement immédiat de la rénovation, notamment pour l'organisation de sessions de formation. C'est là un des points faibles du dispositif de recherche en éducation du Ministère de l'Agriculture : sa trop grande implication dans la mise en œuvre des rénovations et dans la formation des formateurs. Mais il s'agit aussi d'un de ses points forts.

4. Les retombées de la recherche en éducation dans l'enseignement agricole.

4.1. A l'intérieur du système de formation agricole

Le fait que les recherches soient assurées par des enseignants-chercheurs qui participent, pour la plupart, à la formation initiale et continue des enseignants, favorise la transmission des acquis de la recherche aux praticiens. En outre, certains de ceux-ci sont engagés dans les recherches-actions, ils contribuent alors directement à la production de connaissances et se les approprient à travers la transformation de leur propre pratique.

Par ailleurs, les chercheurs des instituts ont un rôle d'experts auprès des instances de décision. Ceci permet de faire prendre en compte dans les rénovations les acquis de la recherche. C'est alors, sans aucun doute, que l'on peut percevoir de la manière la plus claire l'impact de la recherche en éducation sur l'évolution du système de formation. Mais cette proximité des chercheurs et des décideurs peut également entraîner dérives et malentendus.

Ainsi des réformes ont pu être mises en œuvre sans que les recherches qui étaient supposées leur servir de fondement aient été achevées, et trop souvent les décideurs surestiment les acquis de la recherche. Soucieux d'agir vite, ils acceptent mal le rythme lent de la recherche et

n'appréhendent pas toujours les limites d'une expérimentation pédagogique et les conditions de sa généralisation. Les praticiens en attribuent alors la responsabilité aux chercheurs et aux décideurs confondus dans la même catégorie des « bureaucrates ignorants des réalités du terrain ». La récente rénovation de la formation conduisant au Brevet de Technicien Agricole a mis en évidence de telles confusions et dérives (BERTHELOT, 1988).

Cependant, l'analyse de l'évolution de l'enseignement agricole ces vingt dernières années montre que les recherches en éducation ont largement contribué à une meilleure adaptation du fonctionnement du système aux objectifs visés.

Les acquis de la recherche sont également repris à travers l'élaboration et la diffusion de documents à caractère pédagogique. Mais il existe en ce domaine deux difficultés :

* d'une part, la faiblesse numérique du public potentiel freine les possibilités de production de documents trop coûteux et difficiles à rentabiliser. Ce problème se pose avec encore plus d'acuité lorsqu'il s'agit d'utiliser le vidéodisque ou les logiciels ;

* d'autre part, et ce n'est pas propre à l'enseignement agricole, le chercheur écrit trop souvent pour être lu par ses pairs et se préoccupe beaucoup moins de l'utilisation concrète de ses travaux dans les établissements d'enseignement.

Il est certain que la diffusion des acquis de la recherche demande une politique ambitieuse de productions documentaires utilisant des media diversifiés.

Depuis sa création, l'INRAP possédait un « *Bulletin* » qui permettait d'informer sur les recherches en cours. Ces dernières années cette forme de publication s'est avérée de moins en moins adaptée au public des établissements, et très consommatrice de temps pour son élaboration. Il a donc été décidé de suspendre sa parution et de s'orienter vers la publication de documents plus spécialisés, présentant en particulier les bilans d'expérimentation et les comptes-rendus de recherche. De plus, sont élaborés des « outils » pédagogiques utilisables par les enseignants et/ou les élèves.

La diffusion de ces documents à l'extérieur de l'enseignement agricole est limitée, et très inégale à l'intérieur. Une enquête en cours devrait permettre de mieux comprendre les difficultés de circulation des documents au sein des établissements.

4.2. A l'extérieur du système de formation agricole.

Le petit nombre de chercheurs en éducation dans l'enseignement agricole est sans doute un des éléments d'explication de la faible diffusion externe des recherches. Celle-ci se fait essentiellement par des circuits spécialisés et, par là, limités. Les publications dans les revues et les communications dans les colloques ont commencé à se multiplier ces dernières années, sans pour autant refléter réellement l'importance des travaux réalisés. Une étape a été franchie lors du colloque de 1985 qui a conduit à des publications dans diverses revues. Mais les chercheurs de l'enseignement agricole n'ont pas toujours un accès facile à ces revues, et les publications concernant leur secteur sont parfois le fait d'auteurs qui n'ont pas tous une connaissance approfondie du milieu observé. A l'évidence les collaborations entre équipes devraient être renforcées.

En ce qui concerne l'INRAP, deux événements ont permis de favoriser l'insertion de ses équipes dans les réseaux universitaires. Ce fut d'abord en 1982 la nomination d'un chercheur, docteur d'Etat en Sciences de l'Education¹, qui a contribué à nouer des relations fructueuses en France et à l'étranger. Un domaine de compétence est ainsi apparu, apprécié en Europe et au Canada, celui des travaux sur l'évaluation. En septembre 1986, l'INRAP a organisé une rencontre internationale sur le thème « Évaluer l'évaluation », au cours de laquelle fut fondée l'Association pour le Développement des Méthodologies d'Évaluation en Éducation (ADMEE Europe).

Second événement, la nomination comme directeur, en novembre 1985, d'un enseignant-chercheur² issu de la chaire de Sciences Sociales et Formation de l'ENSSAA, membre associé de l'équipe Sociologie de l'Éducation de l'Université Paris V. Son arrivée a permis de conclure plusieurs conventions de coopération entre l'INRAP et diverses équipes de recherche, et à créer les *Annales d'histoire des Enseignements Agricoles*, publiées avec l'appui du service d'histoire de l'INRP, et contribuant à faire connaître des travaux consacrés à la diffusion des savoirs en agriculture en France et en Europe.

Au plan régional, les chercheurs des établissements d'enseignement supérieur agronomique sont associés aux équipes de l'Université de Bourgogne (Sciences de l'Education, Psychologie, IREDU). Avec elles ils ont été à l'origine de la création de l'ARBRE (Association Régionale de Bourgogne de Recherche en Éducation et Formation) regroupant chercheurs, formateurs, entreprises et institutions intéressés par la recherche en éducation et qui organise des rencontres et un colloque annuel. Enfin, ils participent régulièrement à l'enseignement universitaire et ont contribué à la création d'un DEA « Évaluation dans les systèmes éducatifs ».

Par ailleurs, les travaux réalisés par des enseignants-chercheurs dans le cadre de formations doctorales dans diverses universités, en sciences de l'éducation et en didactique des disciplines, constituent également un moyen de diffusion des acquis de la recherche.

Pendant des décennies, la spécificité des structures, la tutelle du ministère de l'Agriculture ont maintenu isolé l'enseignement agricole. Durant les vingt dernières années, l'une des causes de l'isolement des circuits de la recherche en éducation peut probablement être trouvée dans l'origine du groupe dominant dans le fonctionnement de l'enseignement agricole : le corps des ingénieurs d'agronomie (CHAIX 1979). Formés dans les grandes écoles agronomiques, se voulant à la fois « techniciens de terrain » et « ingénieurs de conception », ils méconnaissent l'intérêt des sciences sociales, en général, et des sciences de l'éducation en particulier, réputées pour leur jargon et leur discours théoriques.

Cependant, l'expérience a montré que des travaux de recherche en éducation conduits dans l'enseignement agricole pouvaient être appréciés positivement bien au-delà des cercles habituels. La participation à divers colloques, ces dernières années a permis à plusieurs chercheurs d'engager des relations fructueuses. Ce sont autant d'incitations à sortir de l'enfermement et à surmonter une modestie exagérée proche du complexe d'infériorité. D'aucuns y voient un certain reflet de l'ancienne hiérarchie entre le rural et l'urbain

¹ Marie-Claire DAUVISIS

Références bibliographiques

BARTHEZ A. et CHAIX M.L. (1973). *La formation professionnelle agricole et le devenir des jeunes ruraux*. Paris, DATAR, 197 p.

BONNIEL J. (1972). *La réussite scolaire dans le cadre d'une institution privée de formation : le cas de l'UNMFREO*. Lyon, Éditions ouvrières - Éditions Économie et Humanisme, 80 p.

BONNIEL J. (1982). *L'enseignement agricole et la transformation de la paysannerie. Les Maisons Familiales Rurales*. Thèse de 3^e cycle de sociologie, Université Lyon II, 335 p.

BOULET M., COUDRAY L. et COUTENET J. (1975). *Milieu rural et formation permanente*. Paris, Editions ESF-SME, 176 p.

BOULET M. (1979). *L'évolution de l'enseignement agricole en France 1789-1978*. Dijon, ENSSAA, 101 + 124 p.

BOULET M. (1983). *Bâtir l'enseignement agricole de la réussite des jeunes et du développement rural. Rapport de mission au Ministre de l'Agriculture. Février 1983*. Paris, Ministère de l'Agriculture DGER, 57 p. + annexes.

BRANGEON J.L. et JEGOUZO G. (1972). *Les conditions économiques pour les familles agricoles de l'accès à l'éducation*. Rennes, INRA-ESR, 94 p.

CANIOU J. (1981). *L'enseignement agricole féminin de la fin du XIX^e siècle à nos jours*. Thèse de 3^e cycle, Sociologie de l'Education Paris V.

CARDI F. (1978). *La clef des champs. Fonctions sociales de l'enseignement secondaire agricole en France*. Thèse de 3^e cycle, Sociologie - Université Paris VIII, 249 p.

CARRAZ, R. (1983). *Recherche en éducation et en socialisation de l'enfant. Rapport de mission au ministre de l'Industrie et de la Recherche*. Paris, La Documentation française, 423 p. Collection des rapports officiels.

CHAIX M.L., LEGER Y. et LAMAURY H. (1979). *Un ingénieur à corps perdu. Étude de la perception des pratiques professionnelles et de la formation initiale chez un échantillon d'ingénieurs d'agronomie*. Dijon, ENSSAA, 120 p.

CHAIX M.L. (1983). *Un savoir déplacé. Théories et pratiques à l'œuvre dans la formation des agriculteurs*. Thèse de 3^e cycle, Sciences de l'éducation. Université Paris VIII, 437 p.

CHOSSON J.F. (1988). *L'institutionnalisation de l'utopie. De l'éducation populaire à la mise en place d'un système d'éducation permanente au Ministère de l'Agriculture 1965-1985*. Thèse d'Etat - Université de Toulouse - 4 tomes.

COUDRAY L. (1975). *Courants culturels et communication dans les lycées agricoles*. Paris, Editions ESF.

DAUCE P., JEGOUZO G. et LAMBERT Y. (1972). « Éducation et mobilité professionnelle des enfants d'agriculteurs : premières analyses ». *Annales d'économie et de sociologie rurales* 1 (1), p. 31-46.

DAUVISIS M.C. et RAISKY C. (1985). « Un institut de recherche pédagogique au Ministère de l'Agriculture : quelques chiffres et quelques tendances. Communication au Colloque "Enseignements agricoles et formation des ruraux" ». *Bulletin INRAP* n° 62, p. 4-24.

GRIGNON C. (1965). « Centres d'apprentissage ou collèges d'enseignement technique ? » *Les Temps Modernes*, septembre.

GRIGNON C. (1968). « Les jeunes ruraux et l'école ». *Économie Rurale*, n° 76, p. 81-90.

GRIGNON C. (1970). *Les collèges d'enseignement technique*. Thèse de 3^e cycle. Paris, INRA – Centre de Sociologie Européenne, 317 p.

GRIGNON C. (1975). « L'enseignement agricole et la domination symbolique de la paysannerie ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 1, p. 75-97.

HANNIN H. (1986). *Les formations et insertions socio-professionnelles des enfants d'agriculteurs héraultais : des observations aux explications*. Thèse de docteur ingénieur en agro-économie. École Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 311 p. + annexes.

INRAP et Équipe de Sociologie de l'Éducation CNRS/université Paris V (1985). *Savoirs professionnels et formation en agriculture. Éléments de bibliographie*. RESAGRI - INRAP Documents n° 51.

JACOBI D., ORIVEL F., CLEMENT S. et VUARIN R. (1978). *Évaluation d'une formation d'adultes. Le cas du Brevet Professionnel Agricole*. Dijon, INPSA-IREDU - 274 p.

JEGOUZO G. (1972). *Le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole. Enquête en Bretagne*. Rennes, INRA-ESA – IX, 156 p.

JEGOUZO G. et BRANGEON J.L. (1976). *Les paysans et l'école*. Paris, Éditions Cujas, 287 p.

LADEUX I. (1977). *Les motivations et les finalités dans l'enseignement technique agricole public : enquête faite au lycée agricole de Montpellier*. Thèse de 3^e cycle - Université de Montpellier III, 203 p.

MALASSIS L. (1963). *Investissements intellectuels dans l'agriculture et développement économique et social*. Paris, OCDE, 157 p.

MALASSIS L. (1966). *Formation du personnel qualifié pour l'agriculture de demain*. Paris, OCDE, 274 p. (rapport d'un groupe d'experts).

MEAILLE M. (1985). *La recherche pédagogique appliquée à l'enseignement agricole*. 10 p. (non publié).

Ministère de l'Agriculture - DGER (1985 a). *Actes du colloque Enseignements agricoles et formation des ruraux*. Paris, Agri-Nathan International, 381 p.

Ministère de l'Agriculture - DGER (1985 b). « Colloque "Enseignements agricoles et formation des ruraux" ». *Bulletin DGER* n° 5 spécial.

REBOUL C. (1981). « L'apprentissage familial des métiers de l'agriculture ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* n° 39, p. 113-120.

PRINCIPAUX TRAVAUX CONDUITS A L'INRAP

1974 « L'étude du milieu - Bilan et perspectives ». *Bulletin INRAP* spécial, 174 p.

1980 *Les qualifications professionnelles de l'agriculteur* (MARSHALL E., BONNEVIALE JR. et JUSSIAU R.). INRAP-APCA, 216 p.

1981-82 « Contribution à la formation initiale des chefs d'exploitation agricole : FOCEA ». Documents *INRAP*, 4 tomes.

1981-84 « Méthodes d'étude des systèmes de productions agricoles : l'expérimentation MESPARD ». *Bulletin INRAP* n° 64, 1986, 129 p.

1985 « Stages et systèmes de production : quelques outils pédagogiques issus de l'expérimentation MESPARD (BONNEAU P. et JUSSIAU R.). *Documents INRAP* n° 52, 62 p. + annexes.

1985 *Valorisation des exploitations des établissements d'enseignement agricole* (MONTMEAS L.). Dijon, INRAP, 38 p.

1987 « Bilan de l'expérimentation Adaptation aux Réalités Régionales du BEPA » (PHILIBERT C. Ed.) *Documents INRAP* n° 64.

1987 « Bilan de l'expérimentation Adaptation aux Réalités Régionales du BTA » (PHILIBERT C. Ed.) *Documents INRAP* n° 66.

1987 *Bilan de l'expérimentation BTSA par UV* (LE NORCY H.), INRAP, 3 tomes.

1988 « Bilan de l'expérimentation Écologie Éducation Environnement » (MILLOT J. et CAENS S.) *Documents INRAP* n° 72, 57 p. + annexes.